

RÉGION DIJONNAISE

Sécurité : pourquoi les élus l

En région dijonnaise, de plus en plus de communes sont équipées de caméras de vidéoprotection. Alors qu'une récente étude nationale montre leur relative inefficacité, les élus locaux sont en général convaincus de leur effet dissuasif. Exemples à Gevrey-Chambertin, Is-sur-Tille ou encore Thorey-en-Plaine.

Efficaces, les caméras ? La question se pose depuis le début de leur déploiement massif en France, à partir des années 2010, dans un objectif de prévention de la délinquance, mais aussi d'aide à la résolution d'enquêtes. Apparues d'abord dans les villes, les dispositifs de vidéoprotection ont gagné progressivement les campagnes et zones périurbaines.

En région dijonnaise, Thorey-en-Plaine (1 042 habitants) a rapidement emboîté le pas de Dijon ou Beaune, et est devenu l'une des plus petites communes de Côte-d'Or à s'équiper, avec trois caméras (près des écoles, de la bibliothèque et de la salle polyvalente). « On constatait des dégradations régulières, notamment sur les toits des écoles, qui nous embêtaient, mais aussi des problèmes de voisinage », rappelle le maire Gilles Brachotte (SE), qui était adjoint à l'époque. Près de dix ans après l'installation du dispositif, l'édile constate que « les caméras ont clairement un



Soixante-six communes en Côte-d'Or sont équipées d'au moins une caméra de vidéoprotection. Photo d'illustration LBP/Philippe BRUCHOT

effet dissuasif et permettent d'éviter les regroupements et dégradations ». « Elles nous ont également aidés, dans certains cas, à lever des doutes », ajoute le maire, à qui il peut arriver ponctuellement de consulter les images à distance, en cas de signalements.

Gevrey-Chambertin veut passer à la vitesse supérieure

Récemment, une étude nationale menée à la demande de la gendarmerie nationale par l'universitaire Guillaume Gormand, a pointé du doigt la faible efficacité de la vidéoprotection, notamment dans la résolution des enquêtes. Pourtant, les élus locaux interrogés ne regrettent pas d'avoir investi dans des caméras. Et certains n'hésitent pas à mettre le paquet. À Gevrey-Chambertin (3 000 habitants), qui faisait partie en 2012 des dix premières communes du département à être équipées, le maire Christophe Lucand veut passer de onze à vingt-

« Il y a plusieurs procès-verbaux chaque semaine pour des infractions au Code de la route. »

Christophe Lucand, maire de Gevrey-Chambertin

huit caméras d'ici à la fin de son mandat, tout en modernisant son équipement actuel. Coût estimé de l'opération : 300 000 €. « Cela fait partie de notre responsabilité d'assurer la sécurité de la population », justifie l'édile (PS), qui prévoit également le recrutement d'un second policier municipal.

Les infractions routières filmées

Selon lui, les caméras ont déjà fait leurs preuves dans la commune, pour la prévention des cambriolages, la dissuasion d'actes malveillants, mais aussi la sécurité routière, puisque la vidéoéverbalsation est en place. « Il y a plusieurs

procès-verbaux chaque semaine pour des infractions au Code de la route », indique Christophe Lucand. Si les gendarmes sollicitent les images « une fois par mois en moyenne » (elles ont déjà permis de retrouver l'auteur d'effractions de véhicules, par exemple), « le policier municipal les utilise tous les jours, notamment pour lutter contre les incivilités liées au tri des déchets, lors de dépôts au pied des points d'apport volontaires ».

« On constate un meilleur respect du tri des déchets et du Code de la route sur les zones connues comme étant filmées », souligne le maire, qui se félicite aussi du « faible nombre de cambriolages à Gevrey-Chambertin ».



« Les caméras ont clairement un effet dissuasif et permettent d'éviter les regroupements et dégradations. »

Gilles Brachotte, maire de Thorey-en-Plaine

« Un investissement nécessaire »

À Is-sur-Tille aussi, la municipalité veut poursuivre le déploiement en doublant le nombre de caméras (la ville en compte cinq depuis 2019), pour un coût de 34 000 € (dont 17 000 € subventionnés). Pour le maire Thierry Darphin (LR), leur effet dissuasif a déjà été observé. « Il n'y a plus de cambriolages au centre-ville, ni aux ateliers municipaux, qui en étaient souvent victimes », constate-t-il. « Même si on n'a pas un taux de délinquance énorme à Is-sur-Tille, [...] cela permet aussi d'étayer des affaires, ajoute-t-il. Par exemple, suite à une bagarre entre jeunes, l'un d'eux disait qu'il n'avait rien fait, mais sur les images, on voyait bien qu'il avait frappé quelqu'un ». « On a toujours des incivilités, reconnaît Thierry Darphin, mais si les caméras permettent de les limiter, et de rassurer les commerçants et habitants, c'est un investissement qui est nécessaire ».

Fabrice SIRLIN

LA QUESTION WEB

Êtes-vous favorable à la vidéoprotection dans les petites communes ?

➤ Oui à 81 %

➤ Non à 19 %

■ Total de votants : 2 183

« Les caméras n'empêchent pas tout »

Même s'ils sont généralement convaincus de l'efficacité des caméras de vidéoprotection, en premier lieu pour leur effet dissuasif, plusieurs élus font toutefois dans la nuance. « Les caméras n'empêchent pas tout, elles ne se suffisent pas à elles-mêmes, et il ne faut pas croire au miracle de la vidéoprotection, lance Gilles Brachotte, qui n'envisage pour l'instant pas d'en ajouter d'autres à Thorey-en-Plaine. Il faut voir cela comme un outil complémentaire d'une politique globale. Cela nous aide à prendre certaines décisions, mais il y a aussi un travail de médiation à avoir ».

Un « outil complémentaire »

Du côté de Gevrey-Chambertin, le maire parle aussi d'un « outil complémentaire avec le travail de la police municipale, car l'un ne va pas sans l'autre : on a besoin d'agents, mais on doit leur donner les moyens d'agir ».

« C'est dissuasif pour un certain nombre de délinquants, mais pas forcément pour de la grande délinquance : ça ne règle pas tout », estime quant à lui le maire de Beire-le-Châtel, Laurent Boisserolles. À Saint-Seine-en-Bâche, enfin, si le maire Claudine Labouëbe (SE) est assurée que les caméras ont un rôle de prévention de certaines dégradations, même s'il y a toujours des cambriolages dans le village », leur rôle dans la résolution d'enquêtes est, selon elle, assez limité. « On n'a pas du matériel haut de gamme, on n'arrive pas forcément à lire les plaques d'immatriculation, par exemple », indique-t-elle.



Un panneau signalant la présence d'équipements de vidéoprotection à Gevrey-Chambertin. Photo LBP/Ph. B.

REPÈRES

■ Soixante-six communes équipées en Côte-d'Or

En Côte-d'Or, 66 des 698 communes sont équipées d'au moins une caméra de vidéoprotection, selon la Préfecture. « On recense 932 caméras installées par les communes, soumises à déclaration en préfecture (dont 772 sur la voie publique) », détaille ensuite la préfecture de Côte-d'Or. Celle-ci souligne toutefois « que ce recensement ne saurait être regardé comme exhaustif dans la mesure où, d'une part des communes peuvent n'avoir pas déclaré le nombre exact de caméras à nos services (dans le cas d'arrêtés de périmètre, par exemple), d'autre part parce que certaines caméras déclarées à nos services peuvent être désormais hors d'usage ».

■ Des installations encadrées par la loi

L'installation de caméras de vidéoprotection sur la voie publique par des communes ou encore des commerçants est encadrée par la loi, et nécessite d'obtenir une autorisation préalable de la Préfecture.

■ Des aides au déploiement

Les communes qui souhaitent installer des caméras de vidéoprotection peuvent être subventionnées par l'État dans le cadre du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD). Depuis 2018, un montant total de 230 571 € a été attribué à 12 communes de Côte-d'Or, dont Genlis, Is-sur-Tille et Brazey-en-Plaine en région dijonnaise.



Les installations de caméras sont très encadrées par la loi. Photo d'illustration LBP/Ph. B.